

Marches exploratoires : l'exemple de Liège

René Begon, Chargé de projets au CVFE

Apparues à Montréal au début des années 90, les marches exploratoires ont acquis le droit de cité en Europe, et singulièrement à Liège, tout récemment. Une occasion de découvrir une manière originale dont les femmes peuvent exprimer leur aspiration à l'autonomie et à la mobilité, tout en assurant au maximum leur sécurité.

Le XXe siècle a vu les femmes entrer en tant qu'actrices à part entière sur la scène urbaine : de ménagères et de mères de famille, elles sont devenues usagères de l'espace public comme travailleuses, comme consommatrices, comme voyageuses ou comme chercheuses en sciences humaines. Après avoir été longtemps confinées dans le cercle privé, elles ont conquis peu à peu leur place dans le domaine public, jusque là réservé aux hommes. Mais, en même temps qu'un aspect d'émancipation, ce phénomène comporte pour les femmes des risques, ceux d'être confrontées à la violence urbaine, alors même que la violence liée à la sphère privée, loin de s'être atténuée, reste la principale source de criminalité envers elles.

La sécurité des femmes, aussi bien dans la sphère privée que dans le domaine public, est donc l'un des thèmes cruciaux concernant la situation des femmes aujourd'hui. Ce thème a été abordé par les grandes conférences organisées par les Nations Unies, comme celle de Pékin sur les femmes en 1995 et celle d'Istanbul sur les villes en 1996.

Dans ce contexte, la problématique « Femmes et ville » inaugure une vision nouvelle de la place des femmes dans le cadre urbain : elle a interpellé les usagères des villes et les organisations de femmes, notamment au Canada, dès le début des années 90.

Femmes et insécurité urbaine : l'exemple de Montréal

Dans ce domaine, la ville de Toronto fait figure de pionnière. Dès 1990, des femmes et des intervenantes professionnelles s'y sont regroupées au sein de l'association Metro Action Committee on Public Violence against Women and Children (METRAC) pour mettre au point un guide d'évaluation de la sécurité des lieux urbains (« safety audit ») faisant appel à l'expérience pratique des femmes comme usagères de la ville et débouchant sur des recommandations d'aménagement pour les autorités publiques. Il s'agissait de se fonder sur la sensibilité particulière des femmes à ce qui provoque l'insécurité pour leur demander de « détecter les facteurs de l'environnement rendant certains lieux propices aux agressions ou au harcèlement »¹.

C'est à Montréal, au Québec, que la démarche initiée à Toronto a été le mieux mise en pratique. Dès 1989, un programme « Femmes et ville » avait été installé par la municipalité de Montréal dans le prolongement d'une consultation de la population en matière d'aménagement urbain, à laquelle un comité féminin avait répondu par un mémoire réclamant la prise en compte des besoins spécifiques des femmes. Les réalisations de ce programme, notamment en matière de sécurité, ont reçu un écho important sur le plan international.²

¹ Voir www.femmesetvilles.org

² Voir www2.ville.montreal.qc.ca La ville de Liège s'est dotée en 2005 d'une Commission consultative « Femmes et ville ». Voir René Begon, « La Commission « Femmes et ville » de Liège, une émanation de la Marche mondiale des femmes », CVFE, 2005, 4 pp. (www.cvfe.be).

Mais c'est surtout par la popularisation des « marches exploratoires », dont une centaine furent organisées à Montréal à partir de 1992, que l'expérience de la métropole québécoise s'est signalée à l'attention des villes du monde entier. « Le concept des marches exploratoires a été mis en place afin de donner aux citoyennes un outil pour analyser la sécurité de la ville en fonction de leur point de vue. La formule consiste à réunir un groupe d'une douzaine de femmes pour parcourir un secteur de la ville identifié au préalable comme insécurisant. Ce groupe de femmes est accompagné d'animatrices-secrétaires. Des hommes sont invités à titre d'observateurs, pour les sensibiliser aux perceptions des femmes en matière de sécurité. Le groupe emploie un guide-questionnaire expressément élaboré à cette fin. »³

Sur le modèle du guide de Toronto, le programme « Femmes et ville » de Montréal a conçu un « Guide d'enquête sur la sécurité des femmes en ville » qui a inspiré de nombreuses démarches similaires en Europe et en Afrique.

Lors d'une marche exploratoire, le mode d'action du groupe de femmes est toujours le même : « il analyse la signalisation, la visibilité, la capacité d'être entendue si une femme a besoin d'aide, de s'enfuir ou de demander de l'aide ainsi que l'entretien et l'aménagement général des lieux ».⁴ Ensuite on rassemble les observations et les demandes d'aménagement et on les transmet aux pouvoirs publics ou aux propriétaires privés. Enfin, il appartient aussi au groupe des femmes d'en assurer le suivi auprès des instances concernées. L'un des exemples de réalisation pratique que l'on cite le plus volontiers est la possibilité offerte le soir aux femmes de Montréal de demander à descendre du bus entre deux arrêts de façon à raccourcir au maximum le chemin jusqu'à leur point d'arrivée.

En ce sens, les marches exploratoires permettent aux femmes de devenir les protagonistes principales d'un processus d'amélioration de la sécurité de l'environnement qui bénéficie à tous. C'est donc bien de développement de l'autonomie et de l'influence féminines qu'il s'agit (« empowerment »), ainsi que d'une démarche citoyenne.

Les marches exploratoires à Liège

Dans la Cité ardente, l'exemple québécois a fait école : dès 2004, le groupe de travail « Femmes et ville », institué par le bourgmestre et composé de représentantes et de représentants de la Coordination liégeoise de la Marche mondiale des femmes, du Plan fédéral des grandes villes, du Contrat de sécurité, de la police et de la ville, a obtenu une aide financière de 5000 € de la Fondation Roi Baudouin et du ministre responsable de la politique des grandes villes pour organiser des marches exploratoires.

Tout au long des années 2004 et 2005, une vingtaine de ces marches ont été organisées dans huit quartiers définis comme prioritaires par le ministre, sur avis de chercheurs de l'ULg et de l'UCL. Il s'agit de Sainte-Walburge, Saint-Léonard, Sainte-Marguerite, Glain-Burenville, Angleur-Kinkempois et Vennes, centre, Bressous-Droixhe et Outremeuse-Amercoeur. L'organisation des marches a été précédée d'une période de préparation incluant la formation des animatrices, la mise au point d'un questionnaire de visite, des rencontres avec les femmes des différents quartiers, la mise en place des groupes, le choix des sites et des itinéraires.

Les consignes d'observation proposées aux participantes concernaient le sentiment d'insécurité et les besoins spécifiques en matière de mobilité (possibilité de circuler avec une

³ www.femmesetvilles.org

⁴ Idem.

poussette, par exemple). Une dizaine de femmes, habitantes du quartier, personnes fréquentant l'abri de jour de la place Xavier Neujean ou représentantes de la coordination Marche mondiale, ont participé à ces marches qui se sont déroulées à divers moments de la journée (journée, soirée).

Lors de chacune des marches, les participantes ont consigné leurs observations dans un formulaire avec l'aide d'une secrétaire et l'ensemble des observations a été rassemblé dans un tableau global. Il s'agissait d'évaluer les possibilités de voir et d'être vu, la qualité de l'environnement, le sentiment d'insécurité et la qualité de la mobilité.

Ensuite, l'ensemble des tableaux a fait l'objet d'un traitement de synthèse mettant en évidence les observations principales. Reprenant la coordination des marches lancées par le groupe de travail, la commission Femmes et ville propose aujourd'hui au Collège échevinal de réaliser deux actions prioritaires pour chacun des quartiers. Ainsi, on proposera d'améliorer le sentiment de sécurité en débroussaillant les chemins d'un parc, en améliorant l'éclairage public, en supprimant un chancre urbain, en réparant le mobilier urbain ; d'améliorer les conditions de mobilité en nettoyant les trottoirs, en empêchant le stationnement anarchique, en améliorant la signalisation ; de travailler sur la convivialité des lieux en y créant des espaces de rencontres, etc.

Un premier bilan

Toutes ces propositions ont été soumises au bourgmestre lors d'une réunion publique qui s'est déroulée le 25 octobre 2005 au théâtre du Trianon⁵. Cette séance était l'occasion pour la Commission Femmes et ville de présenter ses axes de travail pour 2006, ainsi que le bilan des marches exploratoires organisées en 2004 et 2005. La présidente de la Commission et l'une des animatrices des marches ont souligné à quel point cette activité encourageait la capacité d'expression des femmes et leur faculté d'autonomie. Elles ont également mis en évidence l'importance que revêtait la reconnaissance de l'avis des femmes par les autorités communales.

Le bourgmestre de Liège, Willy Demeyer, qui est intervenu lors de cette séance, s'est montré très réceptif aux suggestions formulées à cette occasion et s'est engagé à faire tout son possible pour les réaliser. D'ores et déjà, les marches exploratoires organisées à Liège ont été retenues comme expérience pilote par le ministre chargé de l'égalité femme-homme, M. Christian Dupont, qui a décidé de l'étendre à six autres villes belges en 2006. Le ministre a également demandé qu'un représentant de la ville se joigne à un groupe d'experts. La Commission a profité de la présence du bourgmestre pour demander à être tenue au courant du déroulement de l'expérience dans les autres villes, ainsi que des possibilités de poursuite de l'expérience des marches exploratoires dans la Cité ardente.

⁵ Au cours de cette séance, la sociologue française Monique Aicault a présenté trois « articles-vidéo » qu'elle a réalisés dans les villes de Rennes, Marseille et Liège, sous l'angle du « droit à la mobilité libre pour toutes les femmes ».